



CONFLIT AU NORD ET AU SUD KIVU:

DES INCIDENTS ALARMANTS DE VIOLENCE SEXUELLE

EN TOUTE IMPUNITÉ TOTALE

Février 2025

Violences sexuelles liées aux conflits

Le conflit armé dans la région du Nord-Kivu en République démocratique du Congo a eu un impact dévastateur sur la sécurité et le bien-être des femmes et des filles. Alors que les civils se déplacent en quête de sécurité, ils sont confrontés à de multiples attaques et menaces, notamment des viols perpétrés par des individus et des gangs, à des recrutements forcés et à l'esclavage sexuel par des militants armés opérant en toute impunité.¹ Les violences sexuelles liées au conflit (CRSV) perpétrées à Goma et dans les environs ne sont pas simplement une conséquence de la guerre ; il s'agit des tactiques systématiques de guerre utilisées pour terroriser, déplacer et contrôler les populations, priver les femmes et les filles de leur dignité et de leurs droits.

Depuis le début de l'année, plus de 400 000 personnes ont été déplacées en raison de la reprise du conflit.² La majorité des personnes contraintes de fuir en raison des bombardements et des raids sont principalement des femmes et des enfants vivant dans des sites de déplacés spontanés en périphérie de Goma. De nombreuses femmes et enfants affluent vers Goma à la recherche d'un abri sûr. Cependant, au lieu de protection, elles se retrouvent face à un risque accru de violence basée sur le genre (VBG) en raison des conditions de vie dans cette zone surpeuplée et dangereuse, du manque d'approvisionnement en nourriture et en eau et des troubles persistants. A ce titre, les autorités de la RDC rapportent un exemple horrible de multiplications des préoccupations de protection: le viol d'au moins 165 femmes par des co-détenus de sexe masculin lors d'une évasion de la prison de Muzenze à Goma, le 27 janvier.³

Nombre alarmant d'incidents de violences sexuelles

Il est difficile de quantifier le nombre exact des survivants de la VBG qui ont subi des violations graves lors de cette récente flambée des combats. Des centaines de survivants, pendant les rares moments de trêve, ont cherché des soins médicaux. Sur une période de cinq jours (du 27 janvier au 3 février), 23 établissements de santé dans et autour de Goma ont signalé avoir soigné 492 survivantes de violences sexuelles perpétrées par des acteurs armés.⁴ En temps normal, les données sur les incidents ne sont collectées qu'au niveau des centres de prestation de services - par exemple, les centres de santé qui assurent la gestion clinique des cas de viol - ne donnant ainsi qu'une image partielle des incidents présumés. De nombreux autres cas de violences ne sont pas documentés en raison de divers facteurs tels que la peur de représailles de la part du ou des auteurs, la stigmatisation au sein de la communauté et le manque d'accessibilité et de disponibilité de services spécialisés.

Même en période de paix relative, la région du Nord-Kivu a connu des taux élevés de violence sexuelle et celle-ci a toujours été utilisée comme tactique de guerre. Par exemple, durant cette même période en 2024 (janvier-Mars), plus de 14 000 survivants de VBG du Nord-Kivu, qui ont pu accéder aux services disponibles, ont recherché un traitement spécialisé sur une période de trois mois.⁵

1. <https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/press-release/srsg-patten-condemns-the-renewed-offensive-by-the-m23-with-the-support-of-the-rwandan-defence-force-and-expresses-grave-concern-about-the-heightened-risk-and-emerging-reports-of-conflict-related-sexual-violence>

2. <https://www.unhcr.org/news/briefing-notes/unhcr-gravely-concerned-worsening-violence-and-humanitarian-crisis-eastern-dr>

3. <https://www.ohchr.org/en/press-briefing-notes/2025/01/drc-deepening-human-rights-crisis-amid-reports-further-m23-advances>

4. Data was collected by the GBV AoR through phone contact with health facilities

5. République Démocratique du Congo: Bulletin d'information du GBV AoR, 20 Janvier - 20 Mars 2024



Besoin urgent de services de lutte contre la VBG: une aide vitale

Les membres du domaine de responsabilité (DdR/AoR) contre la VBG, le mécanisme national de coordination dirigé par l'UNFPA, rapportent que la majorité des services de réponse à la VBG au Nord-Kivu ont été fermés en raison de l'insécurité et du manque de fournitures et du personnel. Pendant les moments d'intenses combats à Goma, il n'existait que trois hôpitaux fonctionnels capables de fournir différents niveaux de soins cliniques aux survivantes d'agressions sexuelles, ainsi qu'une poignée de cliniques de santé communautaires capables de fournir des soins d'urgence de base.

Les établissements de santé ont besoin de toute urgence de médicaments, de fournitures et de personnel médical spécialisé, notamment capables de fournir des services de santé mentale et de soutien psychosocial (MHPSS). Le manque de mesures de sécurité dans les zones de conflit, ainsi que les attaques ciblées contre les ambulances et les infrastructures des camps de personnes déplacées, ont encore limité la capacité des survivantes de VBG à demander de l'aide. En raison du conflit et des déplacements, les filets de sécurité communautaires se sont effondrés, y compris les organisations locales de femmes qui offraient un soutien psychosocial et organisaient des réseaux de protection communautaires.

Actions prioritaires pour sauver des vies

- **Accès aux services de santé d'urgence en matière de lutte contre la VBG** – Veiller à ce que les femmes et les filles puissent accéder aux services qui sauvent des vies, tels que des soins cliniques de qualité pour les survivantes de viol et de violence entre partenaires intimes, ainsi qu'un soutien en matière de santé mentale et psychosocial.
- **Cessez-le-feu** – Appelez à un cessez-le-feu humanitaire urgent convenu par toutes les parties, afin de mettre fin et de prévenir de nouvelles pertes de vies humaines et les violations continues des droits humains, y compris les violences sexuelles liées aux conflits.
- **Protection** – Faciliter le passage en toute sécurité et la réinstallation volontaire des femmes et des filles cherchant un abri pour des raisons de sécurité ; donner accès aux informations sur les services de prévention et de réponse à la VBG, y compris les espaces sûrs pour les femmes et les filles.
- **Responsabilité** - Documenter et traiter les violations continues des droits de l'homme, y compris les violences sexuelles liées aux conflits commis par les forces de sécurité et tous les forces armées, pour que les agresseurs répondent de leurs actes.